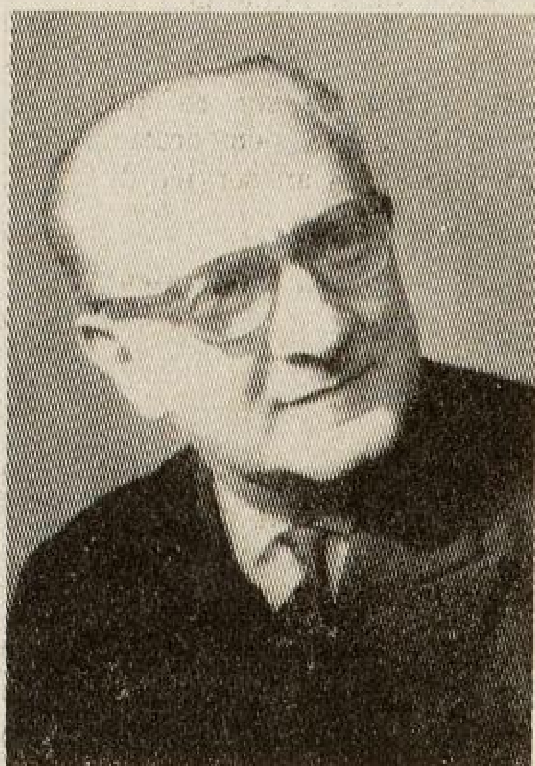
DEPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS - ELECTIONS LEGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

PREMIERE CIRCONSCRIPTION



Parti Socialiste S.F.I.O.

Electrices, Electeurs

Le 18 novembre prochain vous serez, une nouvelle fois, placés devant un choix politique d'une extrême importance : élire votre représentant à l'Assemblée Nationale.

Le rôle de cette Assemblée, dans les mois et les années proches, va être particulièrement difficile et important. Vous comprendrez donc pourquoi j'éprouve le besoin de vous rendre compte de mon mandat et de faire avec vous le point de la situation.

BILAN

Dès le mois de décembre 1958, mes amis et moi sommes entrés dans l'opposition au Gouvernement. Nous avons combattu une politique économique et sociale qui a sacrifié les humbles, les vieux, les travailleurs, les paysans.

Nous avons combattu une politique étrangère qui a isolé la France.

Nous avons combattu une politique militaire qui coûte à la Nation d'innombrables milliards pour une bombe et une force de frappe nationales anachroniques et sans valeur.

Nous avons combattu l'évolution de nos institutions qui tenait — jusqu'au coup d'arrêt — à remettre tous les pouvoirs à un homme seul.

Nous avons souvent conduit l'opposition, mais nous l'avons fait en démocrates, sans démagogie et pas systématiquement. C'est ainsi que lorsque le pouvoir légal a été menacé par les factieux, nous avons été à ses côtés, sans réserve ; que lorsqu'il a fallu chercher une solution au drame algérien, nous avons encore soutenu le pouvoir alors que nous avions quelque mérite à le faire.

Souvenez-vous, en effet, comment nous étions injuriés autrefois pour notre politique algérienne par ceux-là même qui devaient ensuite en venir au dégagement pur et simple sans faire respecter les garanties obtenues. J'ai du mal à croire qu'ils puissent avoir bonne conscience.

PROGRAMME

C'est parce que la France à des plaies à panser et des problèmes à résoudre que les dirigeants nationaux de quatre grandes formations politiques (Indépendants-paysans - M.R.P. - Rad. Soc. - S.F.I.O.) ont décidé d'inclure dans leur programme une partie commune. Ce qui suit n'est donc pas — il s'en faut — le programme socialiste, cela représente ce que les socialistes — avec d'autres — s'engagent à appliquer ou à exiger pendant la prochaine législature.

Les dirigeants des formations politiques qui se sont unies pour la défense des institutions ont conscience que cette entente leur fait un devoir d'assurer, au-delà de l'événement, la permanence de l'Etat Républicain et en conséquence de proposer au pays un programme commun d'action.

Ils proclament que la véritable garantie de la stabilité en régime démocratique réside dans l'adhésion de la majorité du pays à un programme publiquement formulé et débattu.

Ils sont convaincus que tout ce qui rapproche les formations attachés à la liberté l'emporte sur ce qui les différencie et entendent aujourd'hui faire prévaloir leur volonté commune de rénovation de la démocratie, de progrès économique, de justice sociale, de construction de l'Europe, de solidarité internationale au service de la paix.

Ils acceptent d'un commun accord, pour les problèmes qui les séparent ou pour ceux qui pourraient surgir, de les résoudre par les voies démocratiques prévues par la Constitution.

Ils affirment leur accord sur les points fondamentaux suivants :

Dans le domaine des institutions et des libertés :

— Application de la Constitution dans l'équilibre des pouvoirs et instauration du Gouvernement de législature ;

— Respect de la légalité républicaine et de l'indépendance de la justice ;

— Etablissement d'un régime d'information objective par des garanties à la presse et par un statut démocratique de la Radiodiffusion et de la Télévision françaises.

Dans le domaine économique et social :

— Expansion dans la stabilité grâce à un plan économique et social, démocratiquement établi, orienté spécialement vers le logement, les constructions scolaires, le maintien du plein emploi, l'intégration des Français d'Algérie et l'amélioration du sort des vieux ;

— Modernisation de l'agriculture et parité sociale du monde rural ;

— Expansion économique régionale et création d'activités industrielles décentralisées ;

— Réforme fondamentale de l'enseignement assurant aux jeunes l'égal accès aux études et à la Nation la pleine disposition de ses valeurs humaines ;

Dans le domaine diplomatique et militaire :

— Présence active de la France dans les organisations internationales ;

— Reprise des efforts — justifiés avec éclat par le succès du Marché Commun — pour construire l'Europe, pour parvenir à son unité politique dans le renforcement d'institutions communautaires, pour en faire le partenaire des Etats-Unis dans l'Alliance Atlantique ainsi consolidée ;

— Négociations en vue d'une défense intégrée et d'une force de frappe commune.

Les signataires proposent ce programme aux femmes et aux hommes de notre pays comme une réponse aux incertitudes du présent, aux exigences de l'avenir, aux espérances de la jeunesse.

Tout cela est faisable — si on le veut.

Les Arrageois le savent bien qui ont — en 16 ans — vu transformer leur ville pour en faire la plus dynamique de toute la région. Je ne l'aurais pas réussi seul, bien sûr, mais j'en ai été l'animateur.

Et c'est parce que sur le plan local, sur le plan national et même sur le plan international j'ai conscience d'avoir été digne de votre confiance que je vous demande de me la renouveler, m'engageant de mon côté à la mériter demain comme hier.

Vu, les candidats :
Le remplaçant éventuel,
Michel DARRAS

Guy MOLLET

S. E. P. ARRAS